

Ordre judiciaire : budget et enjeux futurs

Tableaux et graphiques

INTRODUCTION

La Commission de Modernisation de l'Ordre judiciaire a réalisé une radioscopie des moyens affectés à l'Ordre judiciaire de 2008 à 2010. Cette contribution complète une première étude publiée en 2008 (centrée sur les moyens attribués de 1995 à 2007).

Le présent fichiers constitue la « Partie II » du travail. Vous y trouverez l'ensemble des données chiffrées utilisées pour réaliser l'analyse. Les tableaux et graphiques sont publiés selon la même numérotation que dans le premier rapport et ont été actualisés jusqu'en 2009 ou en 2010, en fonction des données disponibles.

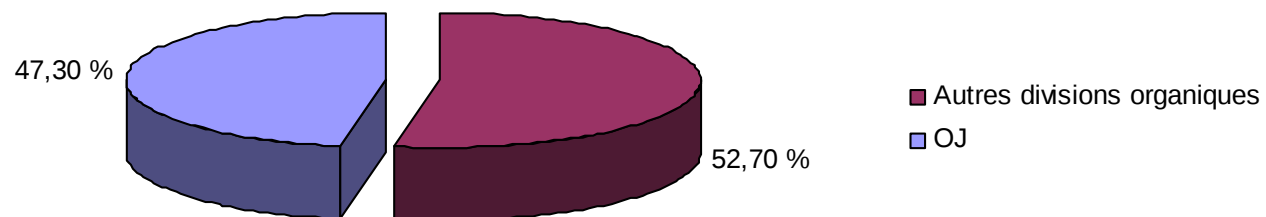
À noter que le tableau 18, relatif à la répartition des frais de justice payés par les greffes et le SPF Justice, n'a pas été repris dans l'étude 2008-2010.

TABLE DES MATIÈRES

Fig. 1. Part du budget OJ et de celui des autres divisions organiques du SPF Justice (2010).....	5
Fig. 2. Évolution du budget OJ et du SPF Justice (1995-2010).....	6
Fig. 3. Programme de subsistance (2010).....	7
Fig. 4. Évolution des moyens en personnel et en frais de fonctionnement (1995-2010).....	8
Fig. 5. Répartition en catégories professionnelles (2009).....	9
Fig. 6. Évolution des moyens magistrature et stagiaires judiciaires (1995-2010).....	10
Fig. 7. Répartition du personnel judiciaire par niveau (2009).....	11
Fig. 8. Évolution du budget personnel judiciaire (1995-2010).....	12
Tab. 1. Répartition des juristes de parquet et des référendaires (2009).....	13
Tab. 2. Dépenses consacrées à la formation (1995-2007).....	14
Fig. 9. Évolution du budget formation en millions euros (1995-2008).....	15
Tab. 3. Évolution des moyens matériels et de leur répartition (1995-2010).....	16
Fig. 10. Évolution des crédits affectés aux moyens matériels et de leur répartition entre frais de justice et autres frais de fonctionnement (1995-2010).....	17
Tab. 4. Évolution des frais de fonctionnement hors frais de justice et du total des moyens matériels au sein du programme de subsistance des juridictions (1995-2010).....	18
Tab. 5. Détail des crédits alloués aux moyens matériels hors frais de justice (2010).....	19
Fig. 11. Décomposition de l'AB 1201 – Dépenses permanentes pour achats de bien non durables et de services (hors informatique) (2010).....	20
Tab. 6. Évolution du total des moyens matériels hors frais de justice et de leur répartition en dépenses de fonctionnement stricto sensu et dépenses d'investissement (1995-2010).....	21
Fig. 12. Évolution comparée des crédits de fonctionnement stricto sensu et des crédits d'investissement (1995-2010).....	22
Fig. 13. Évolution des crédits de fonctionnement décomposés en fonctionnement stricto sensu et investissements (1995-2010).....	23

Tab. 7. Évolution des crédits alloués aux dépenses informatiques (2001-2010).....	24
Fig. 14. Évolution des crédits alloués à l'informatique (2001-2010).....	25
Tab. 8. Évolution de l'article « Honoraires » de l'AB 02 1201 (1995-2010).....	26
Fig. 15. Évolution des postes principaux de l'article Achats (dans l'AB 1201), ainsi que de l'AB Fonctionnement des services de photocopie (1995-2010).....	27
Tab. 9. Évolution des crédits alloués pour les dépenses énergétiques (1995-2010).....	28
Fig. 16. Évolution des crédits pour dépenses énergétiques (1995-2010).....	29
Tab. 10. Évolution de l'article « Indemnités » et de deux de ses composantes (1995-2010).....	30
Fig. 17. Évolution comparée des Indemnités et de deux de ses composantes (1996-2010).....	31
Fig. 18. Frais de justice – Répartition entre les 11 principaux postes.....	32
Fig. 19. Évolution des frais de justice (2000-2009).....	33
Tab. 11. Évolution des crédits d'ordonnancement initiaux (1995-2010).....	34
Tab. 12. Évolution des montants payés (1995-2009).....	35
Fig. 20. Évolution des montants réellement payés et des crédits d'ordonnancement initiaux (1995-2009).....	36
Tab. 13. Évolution des paiements des postes du premier groupe (2005-2009).....	37
Tab. 14. Évolution du programme d'activités « Aide juridique » (2000-2009).....	38
Fig. 21. Évolution des paiements pour les postes du premier groupe (2005-2009).....	39
Tab. 15. Évolution des paiements des postes du deuxième groupe (2005-2009).....	40
Fig. 22. Évolution des paiements pour les postes du deuxième groupe (2005-2009).....	41
Tab. 16. Évolution des paiements des postes du troisième groupe (2005-2009).....	42
Fig. 23. Évolution des paiements pour les postes du troisième groupe (2005-2009).....	43
Tab. 17. Évolution par ressort (2000-2009).....	44
Tab. 18. Répartition Greffes et SPF Justice par ressort.....	45

Fig. 1 - Part du budget OJ et de celui des autres divisions organiques du SPF Justice en 2010



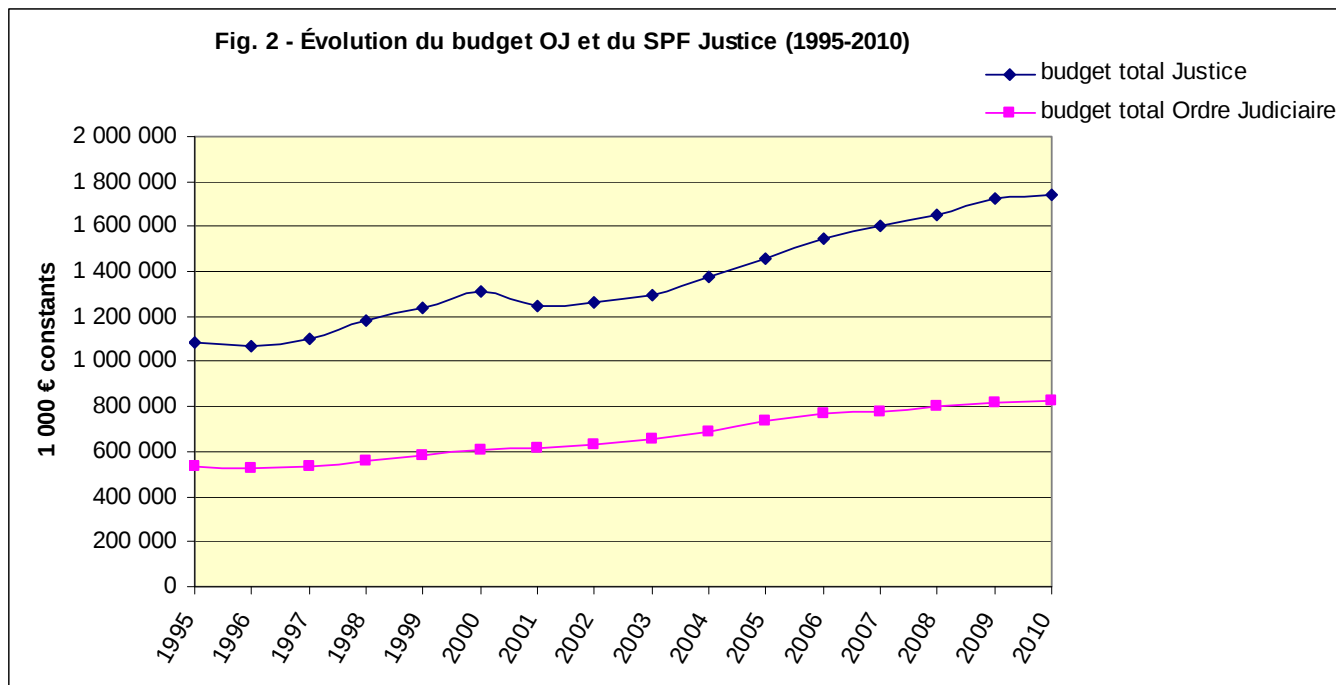
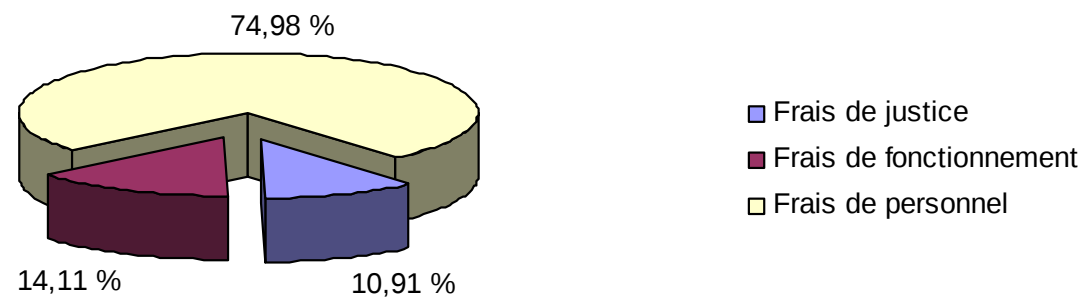


Fig. 3 - Programme de subsistance (2010)



**Fig. 4 - Évolution des moyens en personnel et en frais de fonctionnement
(1995-2010)**

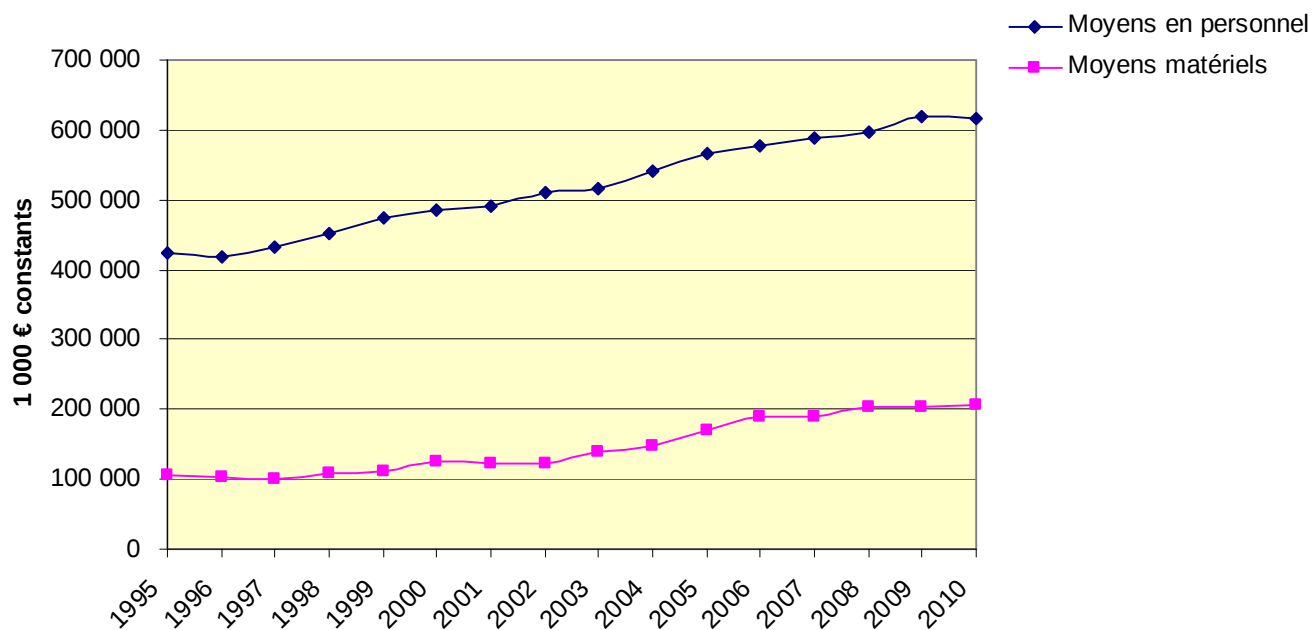
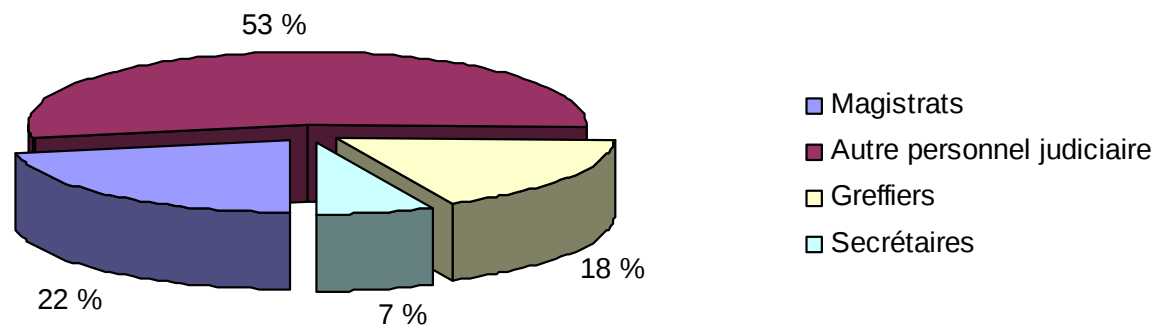


Fig. 5 - Répartition en catégories professionnelles (2009)



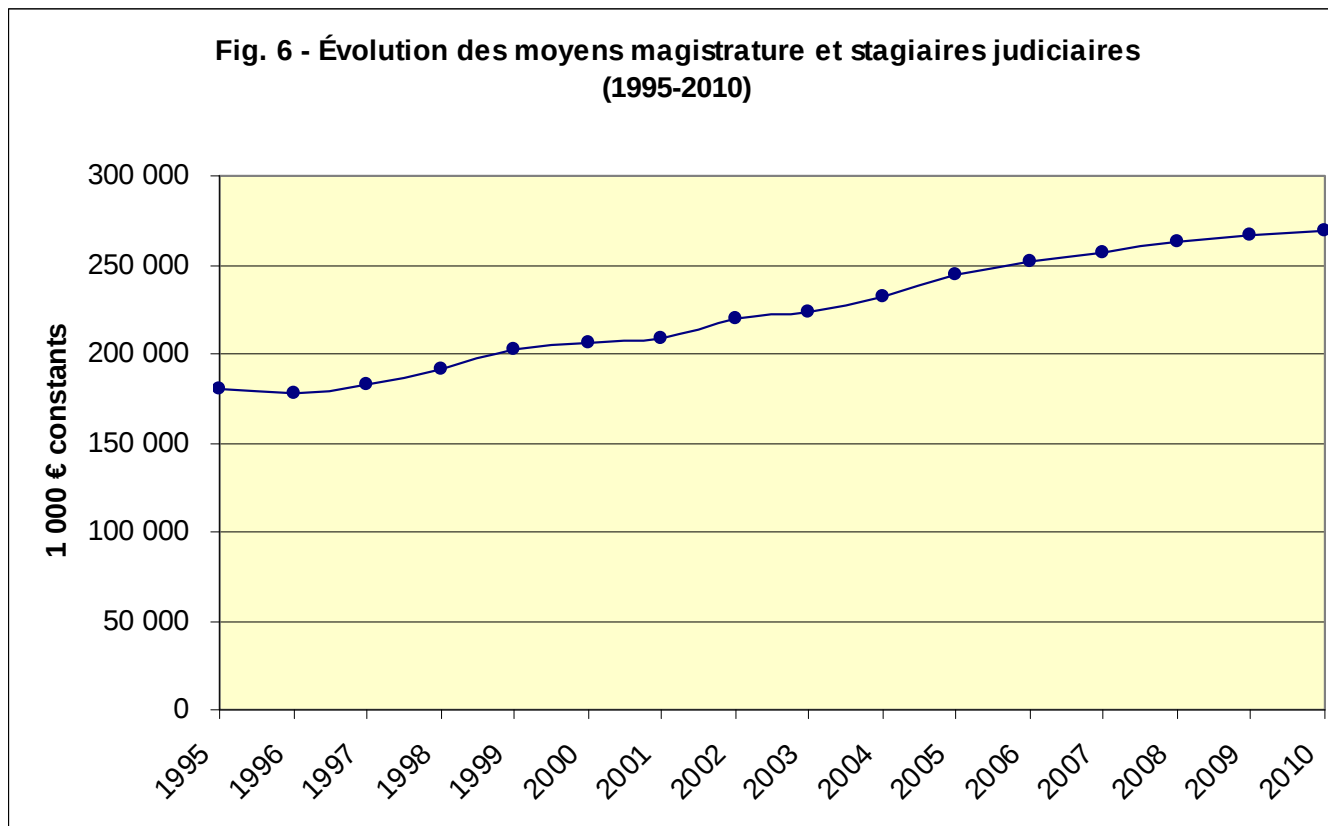
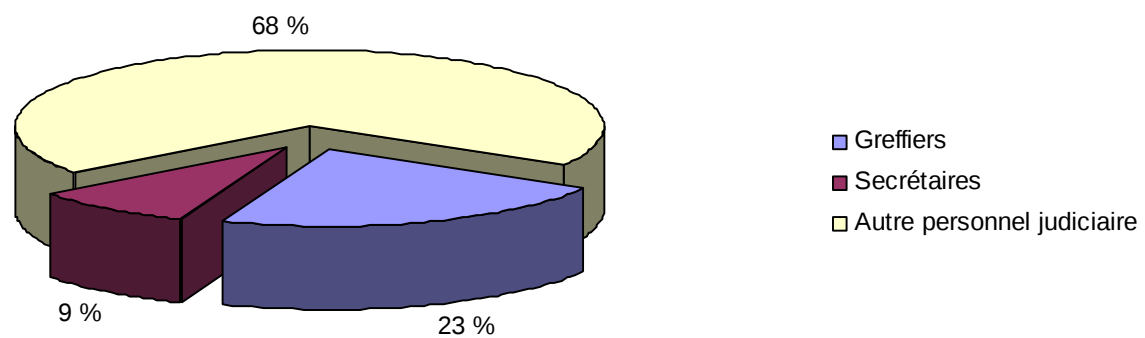
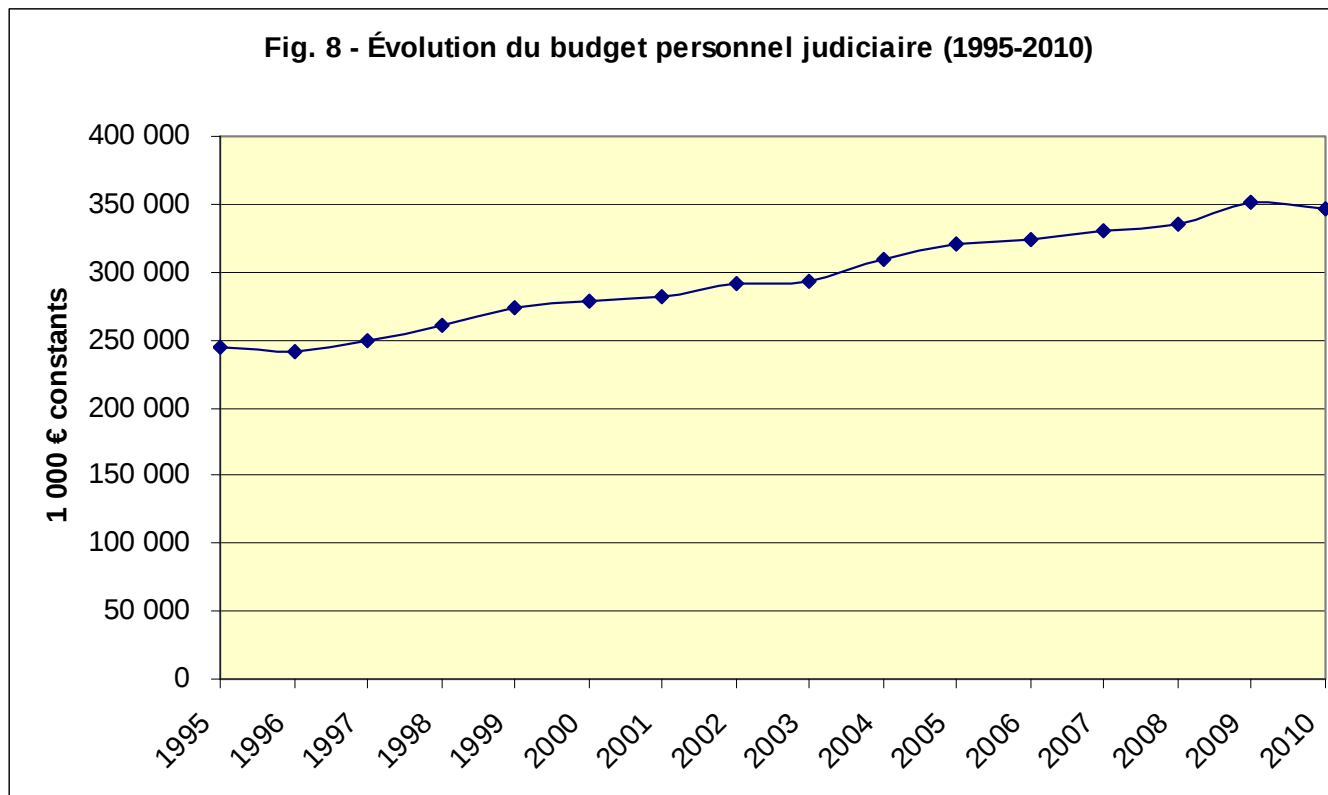


Fig. 7 - Répartition du personnel judiciaire par niveau (2009)





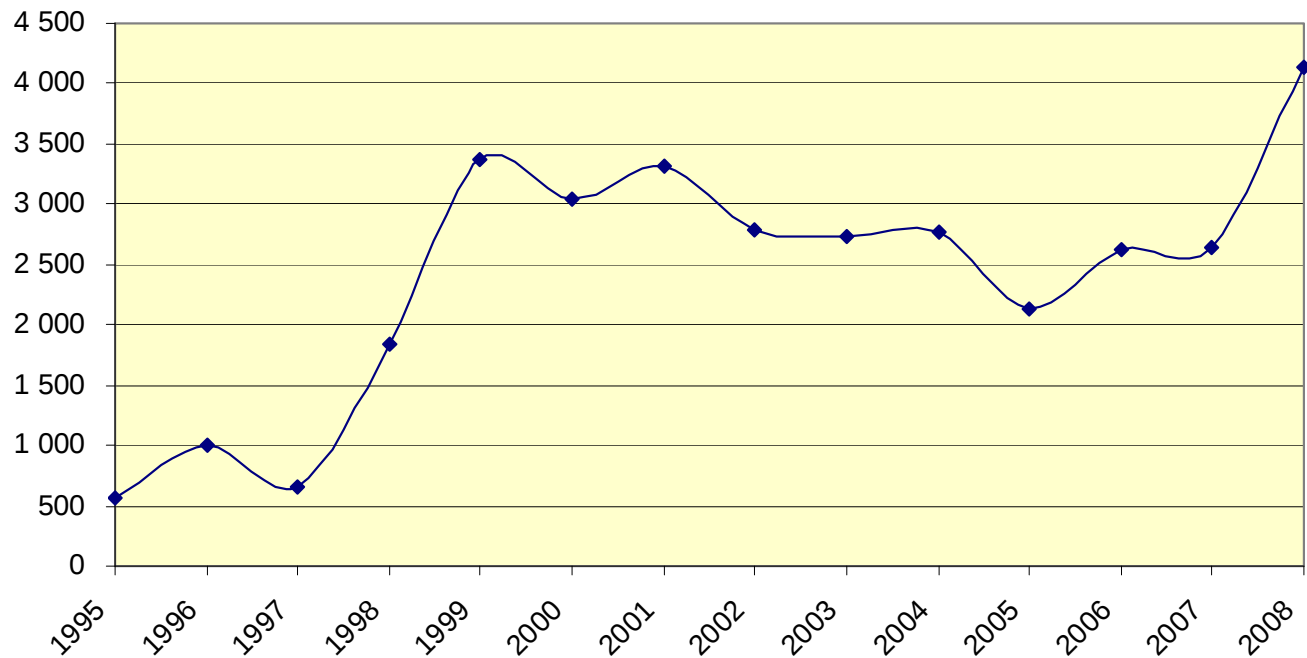
Tab. 1 - Répartition des juristes de parquet et des référendaires (2010)

Ressort	Juristes de parquet	Reférendaires
Anvers	34	10
Bruxelles	71	37
Gand	18	19
Liège	31	16
Mons	24	7
TOTAL	178	89
SPF Justice - autres	2 emplois	

Tab. 2 - Dépenses consacrées à la formation - 1995-2008
(en milliers d'euros)

	1 000 € constants
1995	563
1996	1 005
1997	655
1998	1 837
1999	3 372
2000	3 049
2001	3 320
2002	2 779
2003	2 739
2004	2 769
2005	2 130
2006	2 630
2007	2 643
2008	4 144

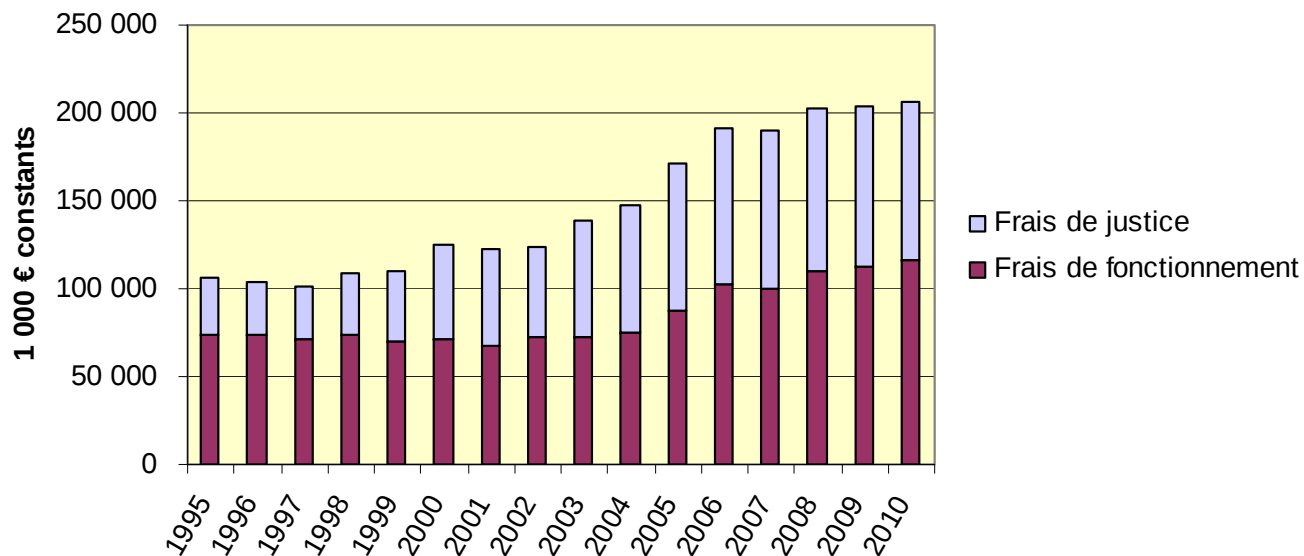
Fig. 9 - Évolution du budget formation en millions d'euros (1995-2008)



Tab. 3 - Évolution des moyens matériels et de leur répartition (1995-2010)

	Frais de fonctionnement (1 000 € constants)		Frais de justice (1 000 € constants)		Total moyens matériels (1 000 € constants)
1995	73 696	69,06 %	33 021	30,94 %	106 717
1996	73 346	70,40 %	30 839	29,60 %	104 185
1997	70 715	70,17 %	30 068	29,83 %	100 783
1998	74 194	67,85 %	35 159	32,15 %	109 353
1999	69 757	63,14 %	40 728	36,86 %	110 482
2000	71 283	56,89 %	54 018	43,11 %	125 301
2001	68 099	55,83 %	53 882	44,17 %	121 981
2002	72 764	58,96 %	50 653	41,04 %	123 417
2003	72 363	52,18 %	66 309	47,82 %	138 672
2004	75 293	50,90 %	72 620	49,10 %	147 913
2005	87 919	51,28 %	83 517	48,72 %	171 436
2006	101 924	53,39 %	88 990	46,61 %	190 914
2007	100 148	52,77 %	89 629	47,23 %	189 777
2008	110 403	54,49 %	92 224	45,51 %	202 627
2009	112 478	55,33 %	90 796	44,67 %	203 274
2010	116 064	56,38 %	89 776	43,61 %	205 840

Fig. 10 - Évolution des crédits affectés aux moyens matériels et de leur répartition entre frais de justice et autres frais de fonctionnement (1995-2010)



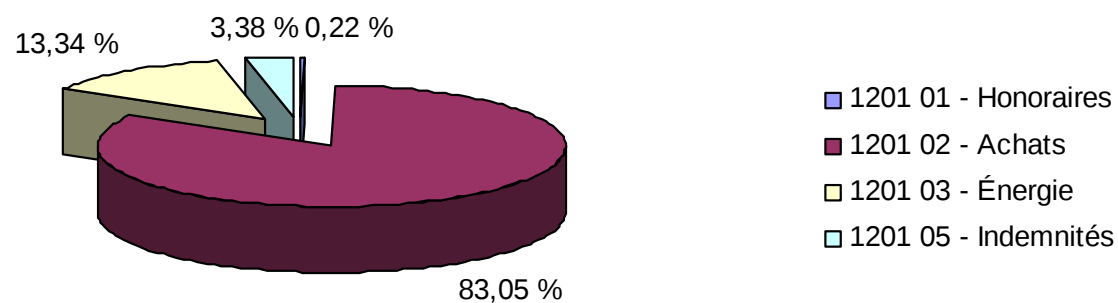
Tab. 4 - Évolution des frais de fonctionnement hors frais de justice et du total des moyens matériels au sein du programme de subsistance des juridictions (1995-2010)

	Frais de fonctionnement (hors frais de justice) (1 000 € constants)		Total moyens matériels (1 000 € constants)		Programme de subsistance Juridictions (1 000 € constants)
1995	73 696	13,87 %	106 717	20,08 %	531 387
1996	73 346	14,03 %	104 185	19,93 %	522 810
1997	70 715	13,29 %	100 783	18,94 %	532 077
1998	74 194	13,21 %	109 353	19,47 %	561 624
1999	69 757	11,92 %	110 482	18,87 %	585 339
2000	71 283	11,67 %	125 301	20,51 %	610 903
2001	68 099	11,10 %	121 981	19,87 %	613 758
2002	72 764	11,47 %	123 417	19,45 %	634 504
2003	72 363	11,05 %	138 672	21,17 %	655 054
2004	75 293	10,92 %	147 913	21,46 %	689 332
2005	87 919	11,94 %	171 436	23,28 %	736 550
2006	101 924	13,28 %	190 914	24,87 %	767 619
2007	100 148	12,89 %	189 777	24,43 %	776 872
2008	110 403	13,80 %	202 627	25,33 %	799 863
2009	112 478	13,69 %	203 274	24,73 %	821 859
2010	116 064	14,10 %	205 840	25,02 %	822 822

Tab. 5 – Détail des crédits alloués aux moyens matériels hors frais de justice (2010)

Activités et Allocations de base	(1 000 €)	
02 1201 - Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services (à l'exclusion des dépenses informatiques)	65 214	56,19 %
02 1204 - Dépenses diverses de fonctionnement relatives à l'informatiques	20 260	17,45 %
05 1204 - Dépenses diverses de fonctionnement relatives à l'informatique (Projet Phenix et autres)	0	0,00 %
02 1206 - Loyer des biens immobiliers	147	0,13 %
02 1207 - Dépenses pour achats exceptionnels de biens non durables et services	1 181	1,02 %
02 1239 - Dépenses relatives à l'analyse de la charge de travail dans l'Ordre judiciaire	0	0,00 %
03 1221 - Frais de représentation des juridictions ordinaires	174	0,15 %
03 1225 - Frais de fonctionnement des services de photocopie (y compris les frais de reliure)	2 766	2,38 %
03 1241 - Frais découlant de la coopération judiciaire internationale	53	0,04 %
03 3417 - Subsidés pour l'utilisation, par les services judiciaires, des bibliothèques des barreaux des certains palais de justice	32	0,03 %
03 4303 - Indemnités à accorder aux provinces et communes (art. 77 à 83 de la loi du 14 février 1961)	297	0,26 %
02 7401 - Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables (à l'exclusion des dépenses informatiques)	8 507	7,33 %
02 7404 - Dépenses d'investissement relatives à l'informatique	17 433	15,02 %
05 7404 - Dépenses d'investissement relatives à l'informatique (Projet Phenix et autres)	0	0,00 %
Total	116 064	100,00 %

Fig. 11 - Décomposition de l'AB 1201 - Dépenses permanentes pour achats de bien non durables et de services (hors informatique) (2010)



Tab. 6 - Évolution du total des moyens matériels hors frais de justice et de leur répartition en dépenses de fonctionnement stricto sensu et dépenses d'investissement (1995-2010)

Année	Fonctionnement stricto sensu (1 000 € constants)		Investissements (1 000 € constants)		Moyens matériels Total hors frais de justice (1 000 € constants)
1995	44 733	60,70 %	28 963	39,30 %	73 696
1996	46 871	63,90 %	26 475	36,10 %	73 346
1997	46 628	65,94 %	24 087	34,06 %	70 715
1998	51 191	69,00 %	23 003	31,00 %	74 194
1999	51 612	73,99 %	18 145	26,01 %	69 757
2000	53 065	74,44 %	18 218	25,56 %	71 283
2001	53 729	78,90 %	14 370	21,10 %	68 099
2002	59 198	81,36 %	13 566	18,64 %	72 764
2003	61 259	84,66 %	11 104	15,34 %	72 363
2004	62 093	82,47 %	13 200	17,53 %	75 293
2005	66 370	75,49 %	21 549	24,51 %	87 919
2006	76 551	75,11 %	25 373	24,89 %	101 924
2007	80 429	80,31 %	19 719	19,69 %	100 148
2008	89 938	81,46 %	20 465	18,54 %	110 403
2009	90 863	80,78 %	21 615	19,22 %	112 478
2010	90 124	77,65 %	25 940	22,35 %	116 064

Fig. 12 - Évolution comparée des crédits de fonctionnement stricto sensu et des crédits d'investissement (1995-2010)

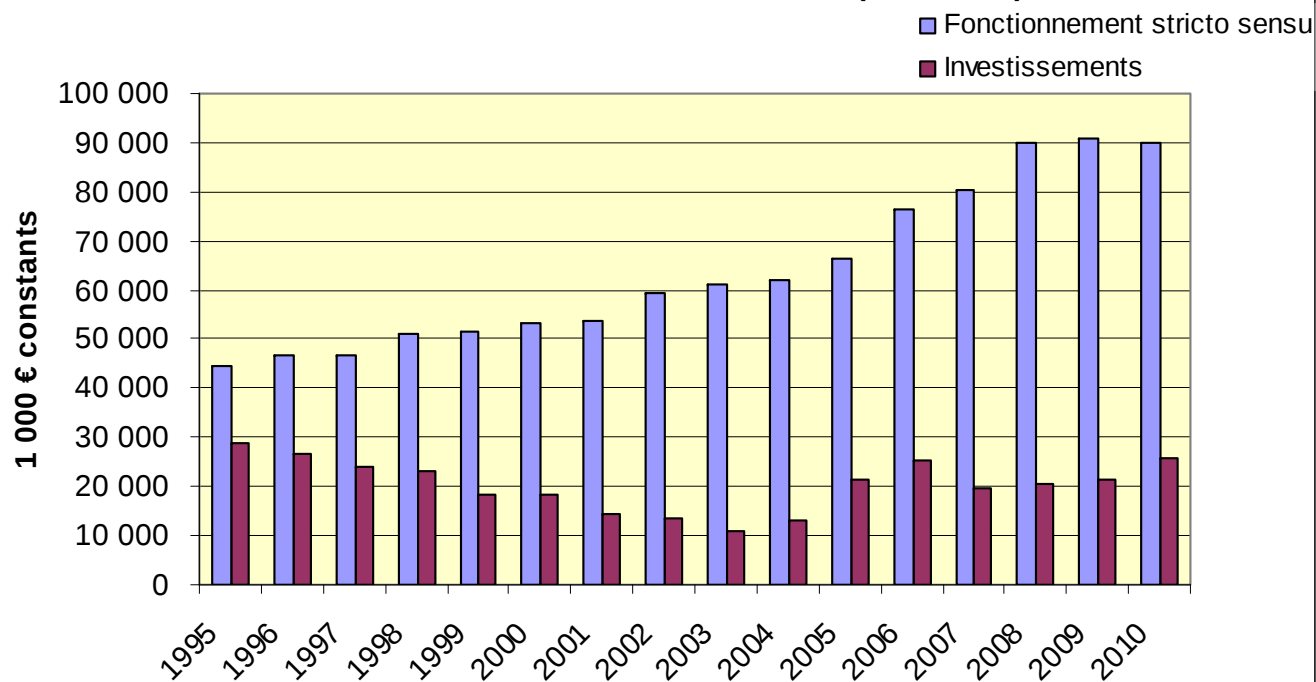
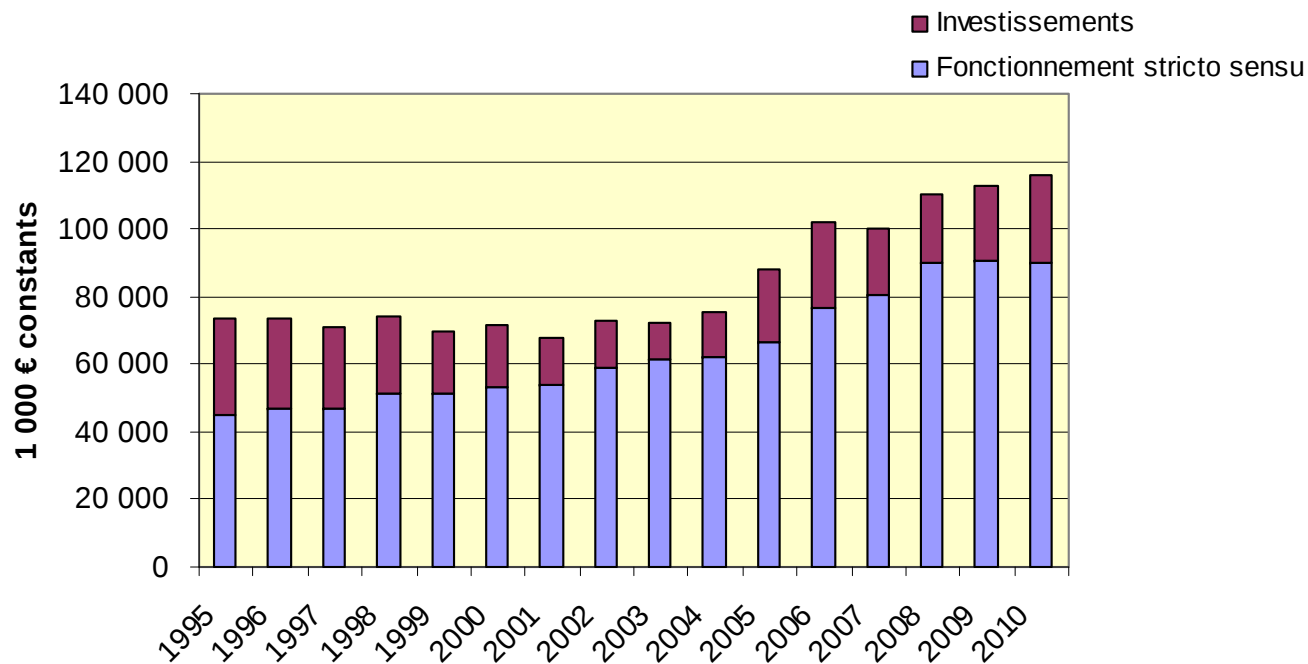


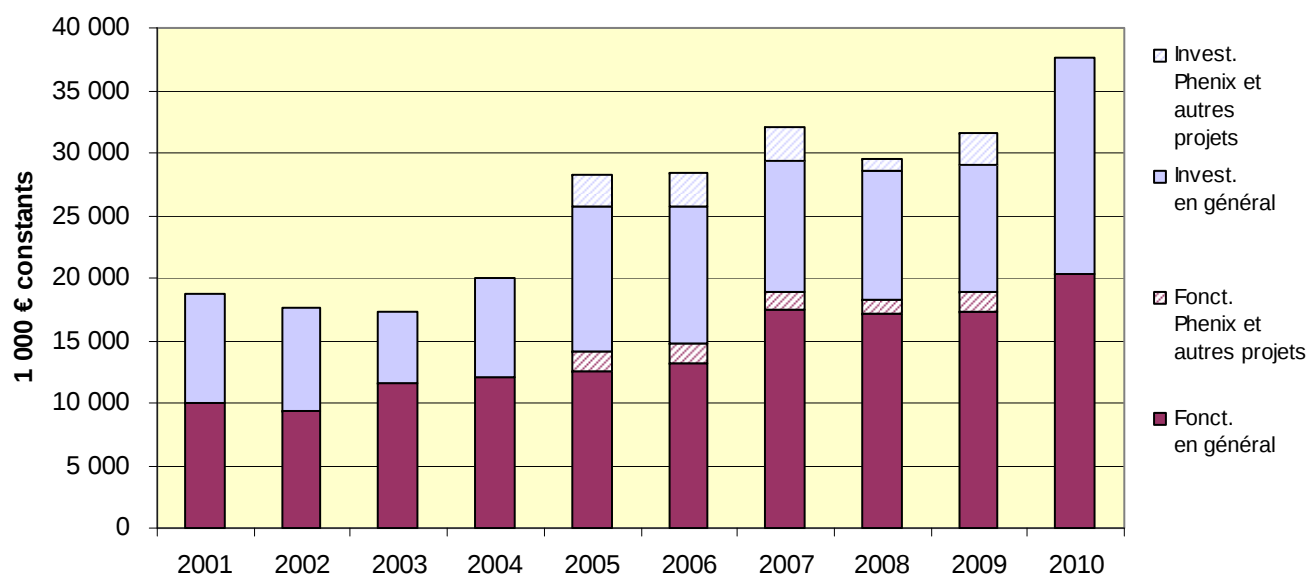
Fig. 13 - Évolution des crédits de fonctionnement décomposés en fonctionnement stricto sensu et investissements (1995-2010)



Tab. 7 - Évolution des crédits alloués aux dépenses informatiques

Année	Fonct. en général	Fonct. Phenix et autres projets	% Fonct.	Invest. en général	Invest. Phenix et autres projets	% Invest.	Total (1 000 € constants)
2001	10 019		53,50 %	8 708		46,50 %	18 727
2002	9 398		53,45 %	8 186		46,55 %	17 584
2003	11 517		66,49 %	5 804		33,51 %	17 321
2004	12 044		60,22 %	7 956		39,78 %	20 000
2005	12 484	1 598	49,74 %	11 566	2 663	50,26 %	28 311
2006	13 160	1 579	51,99 %	10 981	2 631	48,01 %	28 351
2007	17 382	1 563	59,20 %	10 451	2 605	40,80 %	32 001
2008	17 169	1 151	62,08 %	10 322	868	37,92 %	29 510
2009	17 307	1 522	59,49 %	10 286	2 538	40,51 %	31 653
2010	20 260		53,75 %	17 433		46,25 %	37 693

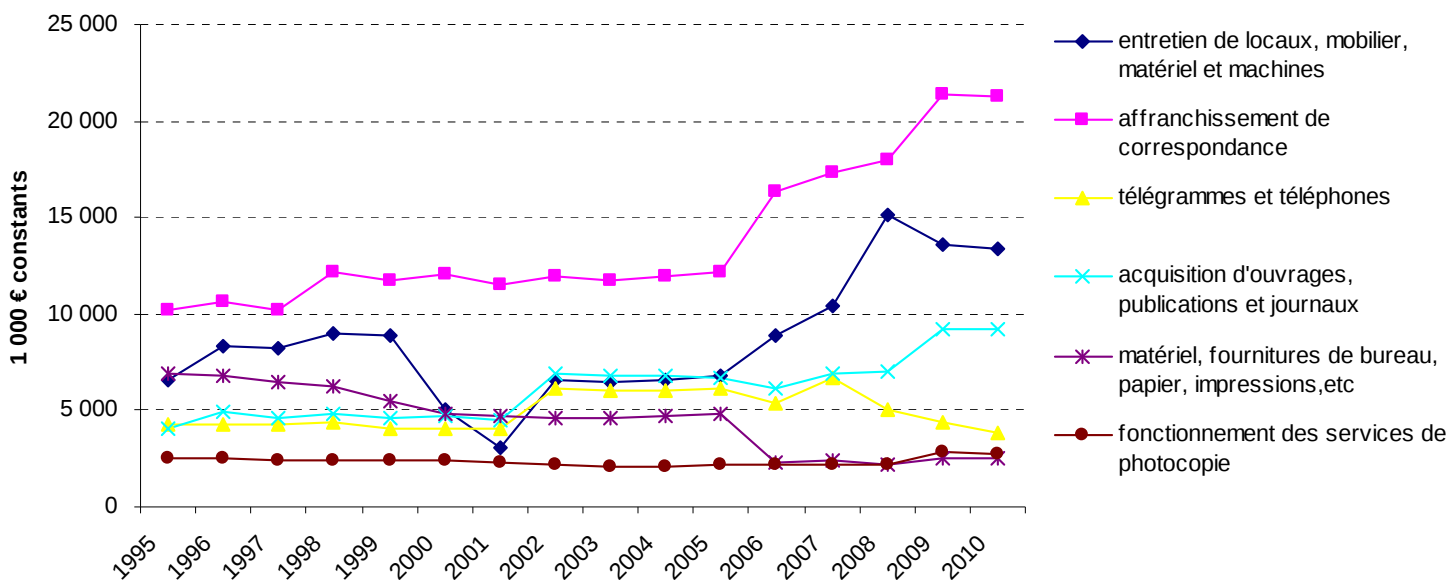
Fig. 14 - Évolution des crédits alloués à l'informatique (2001-2010)



**Tab. 8 - Évolution de l'article « Honoraires » de
l'AB 02 1201 (1995-2010)**

02 1201 01	(1 000 € constants)
1995	613,22
1996	336,00
1997	365,97
1998	1 331,95
1999	2 721,94
2000	5 662,20
2001	131,65
2002	131,15
2003	129,21
2004	137,02
2005	140,57
2006	166,58
2007	166,72
2008	147,09
2009	148,19
2010	146,00

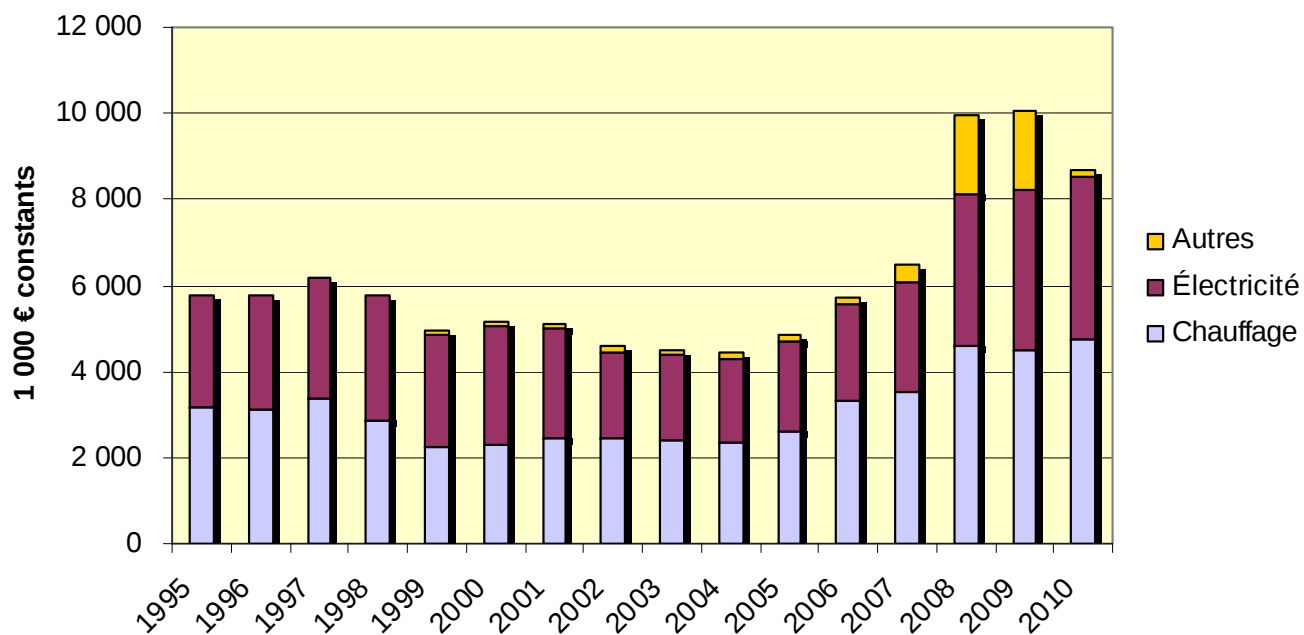
**Fig. 15 - Évolution des postes principaux de l'article Achats (dans l'AB 1201), ainsi que de l'AB
Fonctionnement des services de photocopie (1995-2010)**



Tab. 9 - Évolution des crédits alloués pour les dépenses énergétiques (1995-2010)

Année	Chauffage		Électricité		Autres		Total
1995	3 152	54,42 %	2 639	45,56 %	1	0,02 %	5 792
1996	3 121	53,87 %	2 662	45,96 %	10	0,17 %	5 793
1997	3 351	54,11 %	2 832	45,74 %	10	0,15 %	6 193
1998	2 847	49,39 %	2 907	50,42 %	11	0,19 %	5 765
1999	2 271	45,67 %	2 592	52,12 %	110	2,21 %	4 973
2000	2 281	44,31 %	2 787	54,14 %	80	1,55 %	5 148
2001	2 448	47,78 %	2 541	49,60 %	134	2,61 %	5 123
2002	2 445	53,42 %	2 000	43,69 %	132	2,89 %	4 577
2003	2 409	43,42 %	1 970	43,69 %	130	2,89 %	4 509
2004	2 368	43,56 %	1 930	43,66 %	123	2,78 %	4 421
2005	2 609	53,72 %	2 111	43,46 %	137	2,83 %	4 857
2006	3 325	58,07 %	2 257	39,43 %	143	2,50 %	5 725
2007	3 521	54,50 %	2 565	39,71 %	374	5,79 %	6 460
2008	4 590	46,08 %	3 546	35,60 %	1 825	18,32 %	9 961
2009	4 470	44,37 %	3 756	37,28 %	1 849	18,35 %	10 075
2010	4 750	54,60 %	3 800	43,68 %	150	1,72 %	8 700

Fig. 16 - Évolution des crédits pour dépenses énergétiques (1995-2010)



Tab. 10 - Évolution de l'article « Indemnités » et de deux de ses composantes (1995-2010)

(1 000 € constants)	Frais de voyage et de séjour	% du Total	Indemnités km	% du Total	02.1201.05 Total
1995	—	—	562,99	31,03 %	1 814,40
1996	—	—	481,86	59,11 %	815,22
1997	—	—	473,34	57,20 %	827,50
1998	—	—	464,97	58,46 %	795,42
1999	341,42	36,92 %	458,10	49,53 %	924,85
2000	340,63	36,36 %	459,00	49,00 %	936,72
2001	338,93	36,67 %	450,97	48,79 %	924,34
2002	333,45	37,04 %	447,92	49,75 %	900,29
2003	328,51	37,45 %	441,30	50,31 %	877,13
2004	323,65	36,58 %	431,55	48,78 %	884,67
2005	313,11	31,61 %	547,42	55,27 %	990,47
2006	399,91	29,69 %	589,34	43,75 %	1 347,06
2007	635,61	42,81 %	625,18	42,11 %	1 484,82
2008	943,22	46,98 %	712,82	35,50 %	2 007,83
2009	1 029,21	49,01 %	717,61	34,17 %	2 100,04
2010	1 160,00	52,61 %	749,00	33,97 %	2 205,00

**Fig. 17 - Évolution comparée des Indemnités et de deux de ses
composantes (1996-2010)**

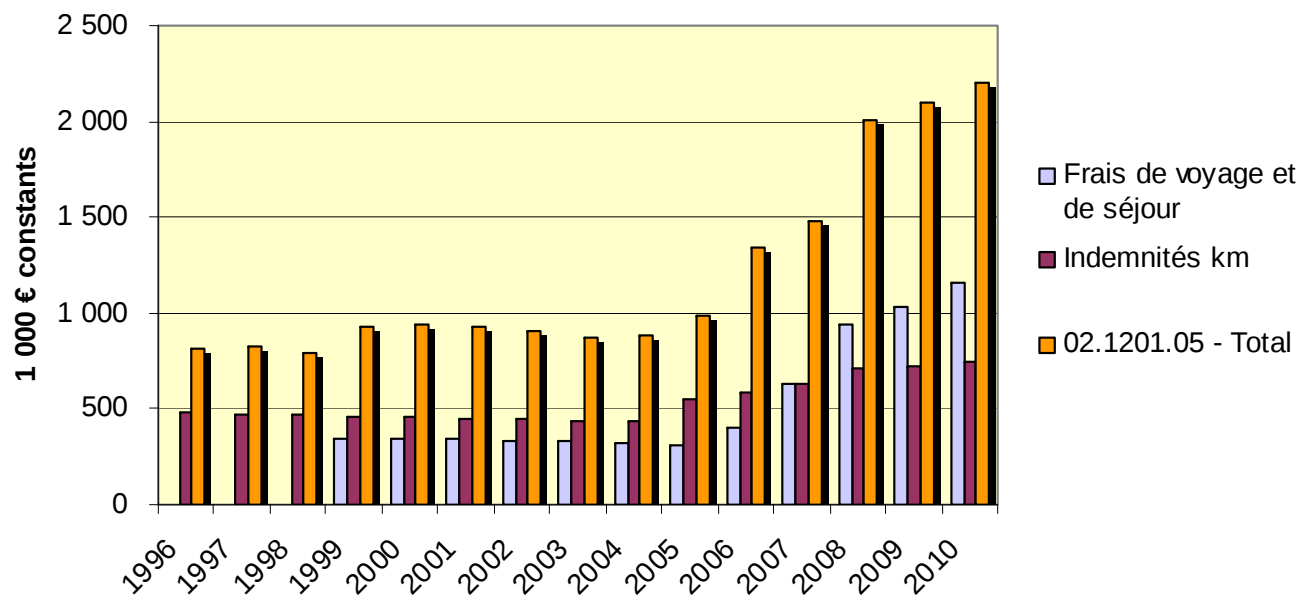
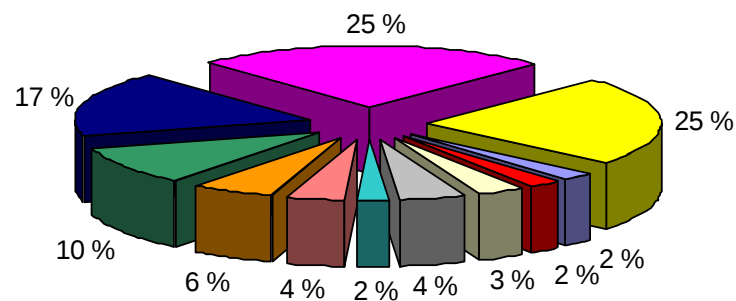
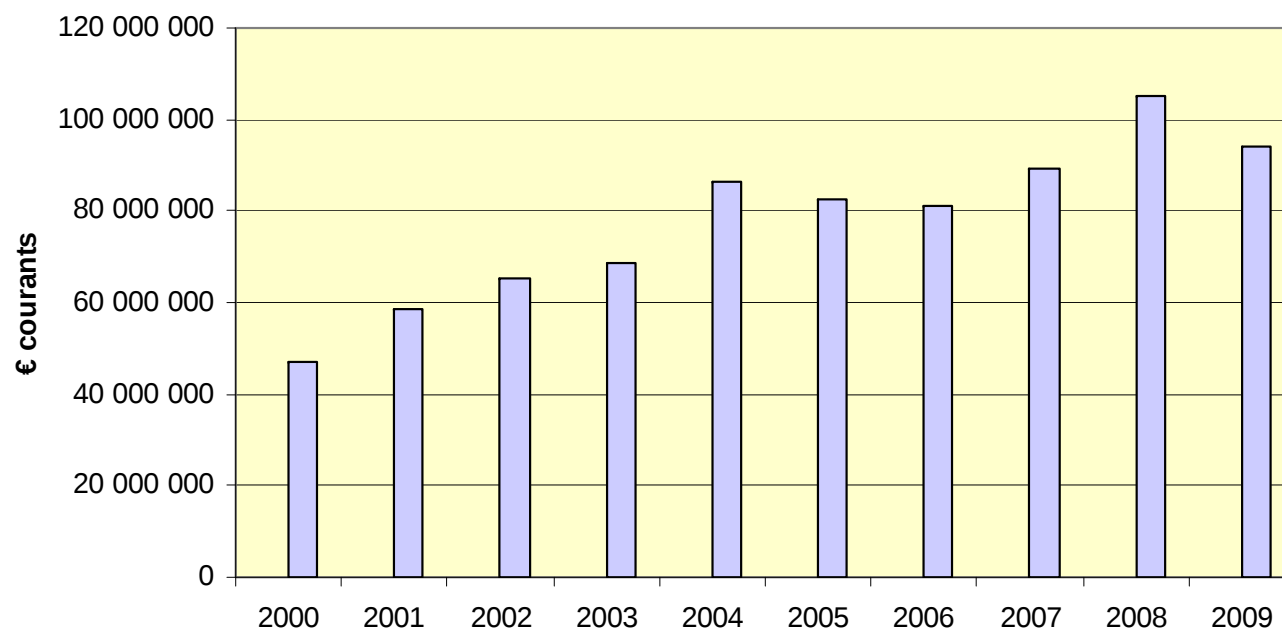


Fig. 18 - Frais de justice - Répartition entre les 11 principaux postes (2009)



- Les examens médicaux des malades et des blessés
- Les expertises en matière de roulage
- L'assistance judiciaire et l'aide juridique
- La toxicologie
- Les expertises comptables
- Les examens des malades mentaux
- Les frais d'enlèvement et de gardiennage
- Les analyses génétiques
- Les huissiers de justice
- La téléphonie
- Les traducteurs et interprètes

Fig. 19 - Évolution des frais de justice (2000 - 2009)



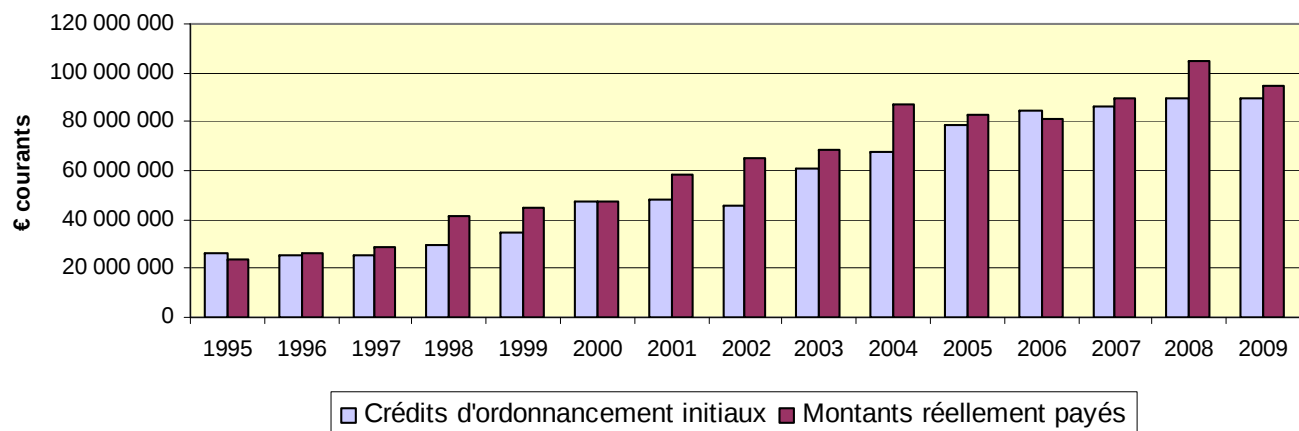
Tab. 11 - Évolution des crédits d'ordonnancement initiaux (1995-2010)

Année	€ 1 000 constants	Évolution par année %	Évolution par législature	% - budget SPF Justice	% - budget D.0.56.0 juridictions ordinaires
1995	33 021			3,04 %	6,21 %
1996	30 839	- 6,61 %		2,88 %	5,90 %
1997	30 068	- 2,50 %		2,73 %	5,65 %
1998	35 159	16,93 %		2,98 %	6,26 %
1999	40 725	15,83 %	23,33%	3,28 %	6,96 %
2000	54 017	32,64 %		4,11 %	8,84 %
2001	53 882	- 0,25 %		4,32 %	8,80 %
2002	50 653	- 5,99 %		4,02 %	7,98 %
2003	66 309	30,91 %	62,82%	5,10 %	10,12 %
2004	72 620	9,52 %		5,28 %	10,53 %
2005	83 517	15,01 %		5,73 %	11,34 %
2006	88 990	6,55 %		5,76 %	11,59 %
2007	89 630	0,72 %	35,17%	5,60 %	11,54 %
2008	92 224	2,89 %		5,57 %	11,53 %
2009	90 796	- 1,55 %		5,25 %	11,05 %
2010	89 776	- 1,12 %		5,16 %	10,91 %

Tab. 12 - Évolution des montants payés (1995-2009)

Année	Crédits d'ordonnancement initiaux	Montants réellement payés	Différence
1995	26 460 150	23 961 140	2 499 010
1996	25 225 650	26 469 822	- 1 244 172
1997	25 037 250	28 744 245	- 3 706 995
1998	29 804 240	41 749 235	- 11 944 995
1999	35 039 750	44 745 524	- 9 705 774
2000	47 174 000	47 201 453	- 27 453
2001	47 786 000	58 696 425	- 10 910 425
2002	45 573 000	65 121 510	- 19 548 510
2003	60 553 000	68 671 332	- 8 118 332
2004	67 311 000	86 622 451	- 19 548 510
2005	78 418 000	82 548 532	- 4 130 532
2006	84 560 000	81 249 456	3 310 544
2007	86 019 000	89 299 919	- 3 280 919
2008	89 660 000	105 116 354	- 15 456 354
2009	89 454 000	94 389 076	- 4 935 076

Fig. 20 - Évolution des montants réellement payés et des crédits d'ordonnancement initiaux (1995-2009)



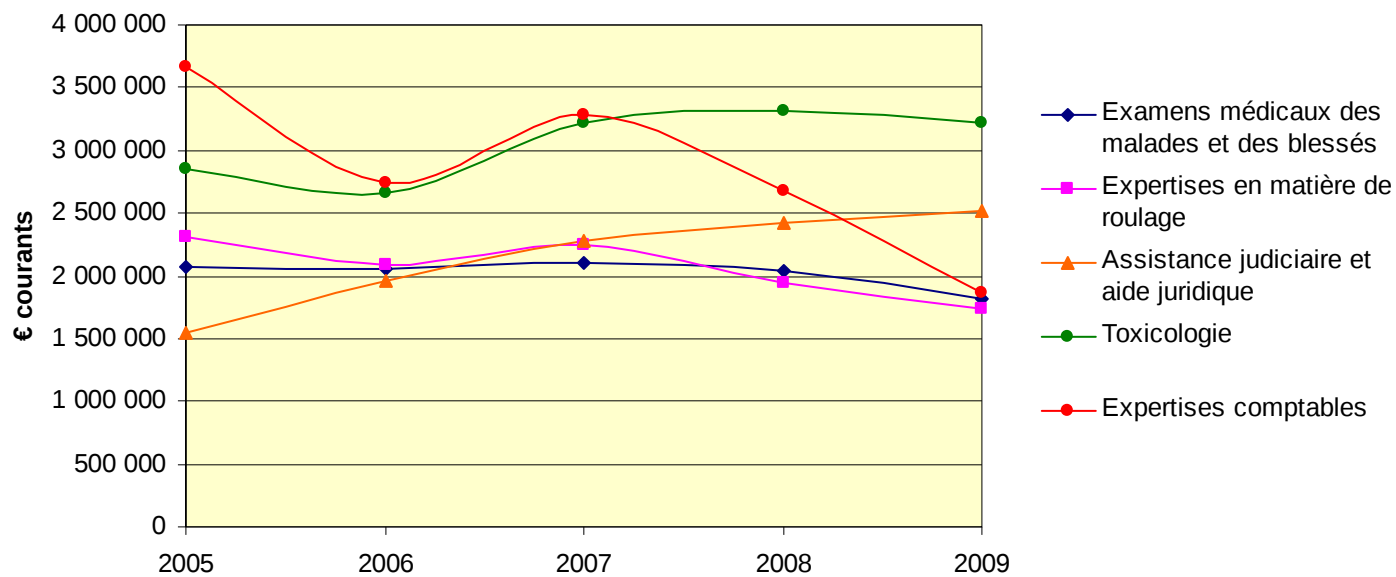
Tab. 13 - Évolution des paiements des postes du premier groupe (2005-2009)

Année	Examens médicaux des malades et des blessés	Expertises en matière de roulage	Assistance judiciaire et aide juridique	Toxicologie	Expertises comptables
2005	2 074 679	2 305 988	1 544 255	2 858 216	3 669 636
2006	2 050 585	2 086 681	1 967 049	2 657 531	2 742 747
2007	2 101 758	2 253 234	2 286 531	3 219 423	3 275 875
2008	2 037 453	1 949 784	2 428 374	3 320 885	2 678 762
2009	1 823 852	1 743 974	2 521 617	3 220 968	1 858 116

**Tab. 14 - Évolution du programme d'activités « Aide juridique »
(2000-2009)**

	Aide juridique 1^{re} ligne	Rétribution des avocats	Frais de fonctionnement
2000	1 487	22 509	—
2001	1 487	25 280	—
2002	1 509	25 659	—
2003	1 508	25 653	—
2004 *	1 531	38 694	—
2005 *	1 552	36 635	—
2006	1 576	43 784	3 550
2007	1 600	44 441	3 603
2008	1 661	52 641	4 268
2009	1 694	54 220	4 396

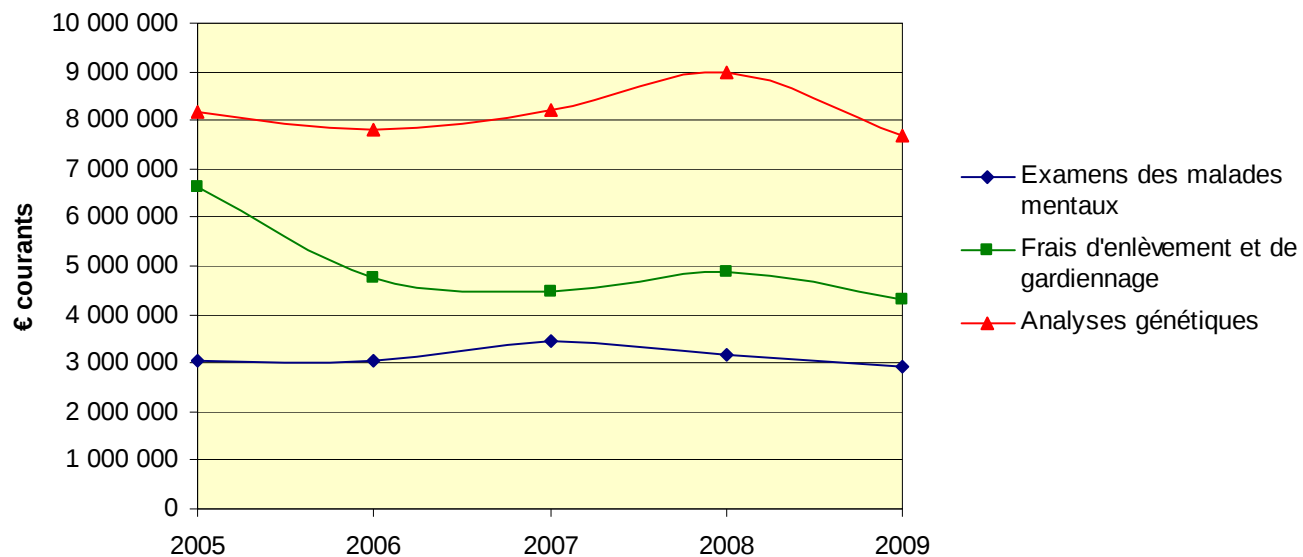
Fig. 21 : Évolution des paiements pour les postes du premier groupe (2005-2009)



**Tab. 15 - Évolution des paiements des postes du deuxième groupe
(2005-2009)**

Année	Examens des malades mentaux	Frais d'enlèvement et de gardiennage	Analyses génétiques
2005	3 033 456	6 631 394	8 169 100
2006	3 045 484	4 764 132	7 815 272
2007	3 463 395	4 471 654	8 195 384
2008	3 168 358	4 865 668	8 998 395
2009	2 923 650	4 312 150	7 688 144

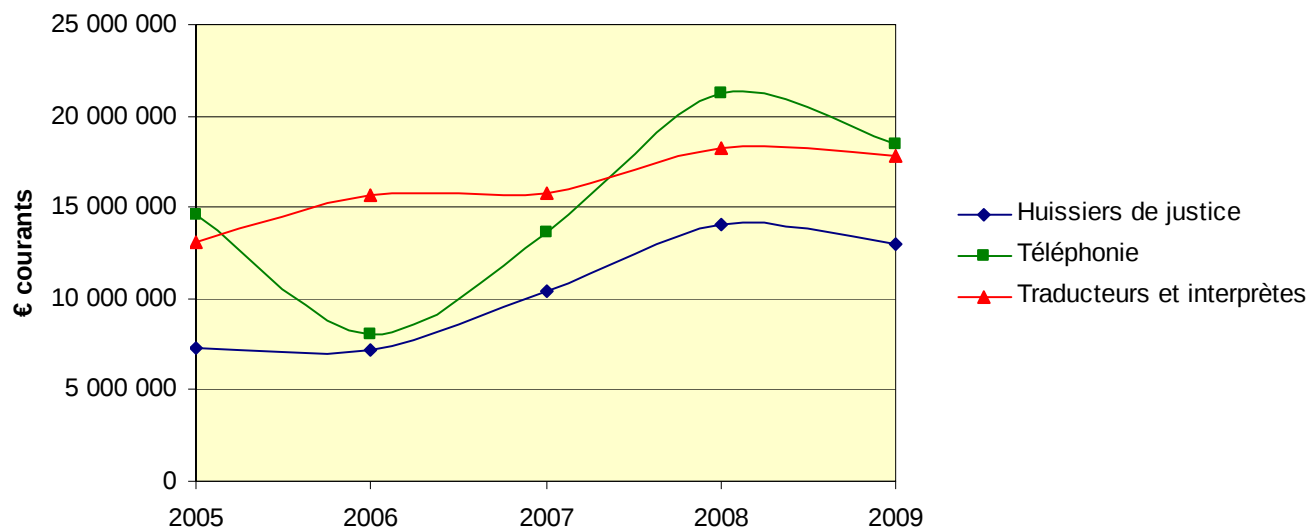
**Fig. 22 : Évolution des paiements pour les postes du deuxième groupe
(2005-2009)**



**Tab. 16 - Évolution des paiements des postes du troisième groupe
(2005-2009)**

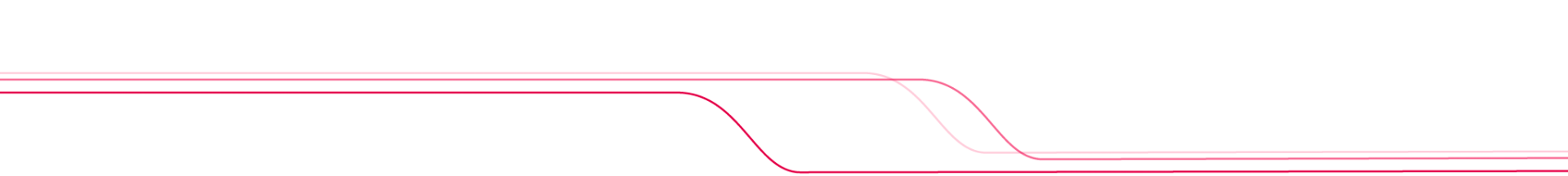
Année	Huissiers de justice	Téléphonie	Traducteurs et interprètes
2005	7 333 190	14 584 708	13 042 422
2006	7 156 385	8 039 425	15 659 717
2007	10 368 780	13 622 154	15 734 338
2008	14 018 471	21 272 308	18 245 209
2009	13 017 741	18 427 828	17 772 730

Fig. 23 : Évolution des paiements pour les postes du troisième groupe
(2005-2009)



Tab. 17 - Évolution par ressort (2000-2009)

Ressort	2000	2009	Évolution
Anvers	10 227 390	18 213 747	78,09 %
Bruxelles	12 249 905	20 620 523	68,33 %
Gand	9 356 059	14 949 979	59,79 %
Liège	7 738 305	11 486 645	48,44 %
Mons	4 949 570	8 560 891	72,96 %



Le tableau 18 n'a pas été actualisé pour les années 2008 et 2009 en raison des changements intervenus dans la répartition des paiements entre les greffes et le SPF Justice.

Une telle information perd dès lors de sa pertinence.